

C'est la parole du premier ministre (M. Mulroney), du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Epp) et du gouvernement!

Or, je voudrais que mon collègue me dise si, lui, il accepte, et c'est sa parole, et il est honnête, de réduire de 55 millions de dollars les fonds alloués pour aider les familles avec enfants, si, lui, il accepte qu'on prenne 56 millions de dollars, juste pour changer la couleur des uniformes des militaires des Forces armées plutôt que de laisser l'argent aux familles pour les aider à éduquer leurs enfants, à améliorer la condition de vie? Est-ce que, lui, il accepte que le premier ministre induise les gens en erreur en disant: On est honnêtes, ce n'est pas pour réduire le déficit, c'est pour améliorer! Alors que tous les députés conservateurs nous disent: Les 55 millions c'est pour réduire le déficit?

● (1620)

[Traduction]

**M. White:** Monsieur le Président, je remercie mon collègue pour sa question. Il dit que nous voulons faire baisser le déficit aux dépens des enfants. C'est un parfait exemple de ce que j'entendais par semer la crainte et induire en erreur.

Je connais bien le Livre bleu parce que je faisais partie du sous-comité qui l'a rédigé. Le gouvernement voit loin. A l'instar de tous les Canadiens loyaux, responsables et dotés de bon sens, nous savons que si nous ne mettons pas un frein à notre déficit, nous n'aurons pas de mesures sociales. Nous voyons loin et nous ne nous préoccuons pas de ce que l'on dira peut-être à la télévision ce soir ou la semaine prochaine.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Les questions et commentaires sont terminés. Je voudrais donner la parole au prochain député qui veut participer au débat. Le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Keeper) a la parole.

**M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur le Président, c'est avec plaisir que je participe à ce débat crucial pour la Chambre des communes. Il est au moins aussi important que le débat que nous avons tenu au cours de la dernière session au sujet des pensions. Nous devons étudier très sérieusement les mesures que le gouvernement propose dans la loi à l'étude. Quel est le but de cette loi et quelles seront ses répercussions? Quelles seront exactement ses conséquences pour les Canadiens?

Premièrement, cela veut dire que les mères de famille auront moins d'argent pour leurs enfants. Pour un gouvernement qui parle d'établir l'économie de demain sur des bases solides et qui souhaite favoriser les bons investissements au Canada, il a une politique qui manque de vision. A entendre mon collègue, le député de Dauphin-Swan River (M. White), le gouvernement voit le déroulement des événements dans une optique à long terme et il songe à l'avenir et pas seulement au moment présent. Si nous pensons à l'avenir et si nous voulons envisager la politique sociale à long terme et apporter la prospérité au Canada, n'oublions pas que les ressources humaines constituent l'un des facteurs-clé. Les économistes du monde entier commencent à le comprendre. Ils se sont rendu compte que la création des richesses se fonde sur les ressources humaines et pas seulement sur les ressources financières.

Si le gouvernement avait une politique à long terme, il songerait aux conséquences de la réduction des allocations familiales qui va compromettre l'investissement dans le développement de nos ressources humaines. Nos enfants, les enfants de

toutes les familles canadiennes, sont les ressources humaines de demain. Ce sont eux qui nous apporteront la prospérité. Les allocations familiales représentent un investissement dans ces enfants et dans l'avenir de l'économie canadienne, mais le gouvernement ôte cet argent aux familles.

A cause de la mesure à l'étude, qui prévoit la désindexation des allocations familiales les familles canadiennes auront moins d'argent pour leurs enfants. Je reconnais que la désindexation n'est que partielle, mais elle est bien réelle. Si les allocations familiales demeuraient intactes, les familles toucheraient une augmentation correspondant à la hausse du coût de la vie. Ce serait automatique et cela permettrait de maintenir le pouvoir d'achat de ces allocations. Cela ne veut pas dire que ces familles obtiendraient des augmentations importantes, mais grâce à l'indexation continue, le pouvoir d'achat se maintiendrait au lieu de diminuer. Cette mesure va soustraire de l'argent aux familles canadiennes modestes, contrairement aux affirmations de mon collègue à ma droite... je devrais dire à l'extrême droite, monsieur le Président.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** A gauche.

**M. Keeper:** Idéologiquement à droite. Je trouve amusant d'entendre certains de mes collègues du parti conservateur prétendre être à gauche...

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Vous êtes à droite.

**M. Keeper:** ... étant donné leur attitude vis-à-vis de la politique sociale et des allocations versées aux familles et aux enfants.

**M. Turner (Ottawa-Carleton):** Au milieu du chemin.

**M. Keeper:** Les allocations familiales servent à aider les mères à répondre aux besoins de leurs enfants.

On peut se demander s'il y a réellement des besoins de ce genre à combler dans la collectivité. A titre d'illustration, prenons la nutrition. Pour qu'un enfant soit bon élève, il doit être bien nourri. Sans allocations familiales satisfaisantes, de nombreux enfants risquent tout simplement de ne pas l'être. Il y a une quinzaine de jours, j'étais à Winnipeg et je suis allé voir les soupes populaires de ma circonscription. J'ai discuté avec les gens qui préparaient des repas pour ceux qui n'ont pas d'autre source de nutrition. On a vu des enfants dans les rues de Winnipeg aller se présenter aux organismes de bien-être et aux organismes qui distribuent de la nourriture parce qu'ils n'étaient pas correctement nourris chez eux.

Les enfants ont de très réels besoins qu'il faut satisfaire. Les allocations familiales sont le moyen qu'utilise le gouvernement canadien pour essayer de satisfaire ces besoins. Ce n'est pas seulement parce qu'elles peuvent permettre aux gens de se nourrir correctement que les allocations familiales jouent un rôle important; elles sont aussi importantes pour la dignité et la fierté humaines. La rentrée scolaire vient d'avoir lieu, et les enfants aiment avoir des vêtements neufs et des crayons neufs pour aller à l'école. Les employés des services sociaux de Winnipeg avec lesquels je discutais me racontaient que les parents ont envie d'aller acheter des vêtements neufs pour leurs enfants de façon à ce qu'ils se sentent bien à la rentrée des classes parce qu'ils sont traditionnellement habillés de neuf à ce moment-là. Ces employés savaient que si les parents achetaient des vêtements neufs à leurs enfants, ils épuiserait l'argent du